

2012 en revue

FAITS SAILLANTS

- Le fort activisme des groupes armés a provoqué une détérioration de la protection des civils et une diminution de l'espace humanitaire.
- La crise du M23 au Nord-Kivu a présenté de nouveaux défis à la communauté humanitaire du Sud-Kivu.
- Des épidémies de choléra et de rougeole maîtrisées par les acteurs humanitaires.
- Les forces de défense et de sécurité restent responsables de plus de la moitié des incidents de protection rapportés.
- Le financement de l'assistance humanitaire reste un défi au Sud-Kivu face à la récurrence et l'ampleur des urgences.



Au sommaire

Tensions intercommunautaires P.2

Accès sécuritaire et physique P.2

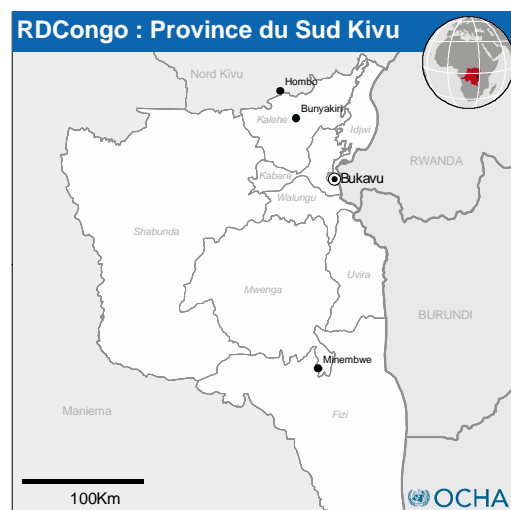
842 000 personnes déplacées à ce jour P.3

M23 et la crise de Goma P.5

Contexte général

La communauté humanitaire du Sud-Kivu a vécu une année 2012 riche en défis : l'accès physique et sécuritaire est demeuré difficile dans la majorité de la province ; les cements de population, les épidémies de choléra et de rougeole ont touché des milliers de personnes ; les attaques des groupes armés et les affrontements à répétition entre d'une part les groupes armés et les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et d'autre part entre groupes armés ont maintes fois mis en péril la protection des civils dans la province. En fin d'année, la prise de Goma dans la province voisine du Nord-Kivu par le M23 a contribué à réduire davantage l'espace humanitaire, contraignant certaines ONG à suspendre leurs activités pendant plusieurs semaines.

L'insuffisance des éléments FARDC dans certains territoires, aggravée par le redéploiement d'un certain nombre de troupes vers le Nord-Kivu, a laissé d'importantes parties de la province sous le contrôle et/ou la menace de groupes armés. La multitude de groupes armés au Sud-Kivu et leur fort activisme ont résulté en une situation sécuritaire très volatile, notamment depuis le début du 2^{ème} semestre 2012. L'activisme des groupes armés Raïya Mutomboki et Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) en particulier, a eu un impact important sur la détérioration de la protection des civils dans les territoires de Shabunda, Kalehe, Kabare et Walungu.



Sources: ESRI, Europa Technologies, UNCS, RDC, OCHA et partenaires.
Les Nations Unies ne sauraient être responsables de la qualité des limites, noms et désignations utilisées sur cette carte. Date de production : Décembre 2012

CHIFFRES CLÉS

Superficie:	64 719 km²
Population:	5 369 659 habitants (dénombrement sanitaire 2011)
Pop. déplacée :	842 532 au 31 décembre 2012
Pop. retournée:	332 588 au 31 décembre 2012

Expansion des Raïya Mutomboki

La réorganisation des FARDC en octobre 2011 avait laissé un vide sécuritaire, notamment dans le Territoire de Shabunda, dont les FDLR avaient profité au début de l'année 2012 pour mener des attaques sur la population. En réaction, les combattants Raïya Mutomboki ont intensifié leurs activités avec l'objectif de traquer les FDLR. Ainsi, du nord de Shabunda où ils opéraient déjà, les Raïya Mutomboki ont progressivement étendu leurs activités dans le nord-est du même territoire puis vers les territoires de Kabare, Kalehe et Walungu, donnant lieu à des confrontations avec les FARDC. Cette situation a été à la base de la détérioration de la protection des civils et d'importants mouvements de population dans les zones concernées. Ce groupe s'est également illustré par des menaces et tracasseries à l'endroit des humanitaires, particulièrement dans les territoires de Kalehe et Shabunda. L'insécurité liée à l'activisme de ce groupe a considérablement réduit l'espace humanitaire dans le Territoire de Shabunda.

Financement

Au niveau national, malgré le contexte économique peu favorable, la communauté des bailleurs de fonds en RDC a su répondre présent tout au cours de l'année pour assister les populations vulnérables de la RDC. Le Plan d'action humanitaire (PAH) national 2012 s'élevait à USD 791 millions et a été financé à hauteur de 60% (USD 471 millions).

Au Sud-Kivu, les urgences sous-financées ont bénéficié d'un total de USD 6,5 millions par le Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF) fin juillet, pour couvrir les besoins les plus urgents dans les secteurs santé, nutrition et sécurité alimentaire en réponse à la crise humanitaire dans l'est de la RDC.

De plus, une enveloppe additionnelle du Pooled Fund a permis d'étendre les activités de 14 ONG dans les territoires de Kalehe et Shabunda pour un total de USD 3,6 millions.

Certaines organisations humanitaires ont plusieurs fois revu leurs modalités d'accès à la Plaine de la Ruzizi suite à l'insécurité résultant des tensions intercommunautaires qui y prévalent.

Tensions intercommunautaires

Les tensions intercommunautaires dans le sud de la province préoccupent la communauté humanitaire. Dans la Plaine de la Ruzizi en Territoire d'Uvira, la violence à répétition entre les Barundi et les Bafuliru a plusieurs fois résulté dans le blocage de la route nationale N° 5 par des jeunes de l'une des communautés, entravant le passage des humanitaires entre Bukavu et Uvira. De plus, cette tension a maintes fois provoqué des mouvements de populations temporaires. A la base de cette tension se trouvent des rivalités intercommunautaires entre les Barundi et les Bafuliru ravivées depuis avril 2012 avec le meurtre d'un notable. Par ailleurs, dans le Territoire de Fizi, les tensions entre deux communautés pastorale et agricultrice se sont intensifiées suite au vol de plus de 300 vaches en juillet et la mort de deux bergers. Il a été constaté au cours de l'année un alignement de certains groupes armés sur la cause communautaire, laissant craindre une escalade de la violence armée à chaque nouvelle tension.

Ce climat d'insécurité accrue a poussé plusieurs milliers de personnes à se déplacer vers des régions jugées plus sécurisées. Face aux multiples besoins de ces personnes déplacées, le mécanisme de Réponse rapide aux mouvements de population (RRMP), dont l'objectif est de contribuer à la réduction de la mortalité et la morbidité des personnes en vulnérabilité aigüe suite à un mouvement de population lié à un conflit armé ou une catastrophe naturelle, s'est trouvé très sollicité au point que ses prévisions financières annuelles ont été quasiment épuisées en un semestre. Pour assister et protéger les personnes déplacées, retournées et leur communauté d'accueil, le RRMP a assisté en biens essentiels de ménage et abris d'urgence plus de 72 000 familles vulnérables. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a quant à lui distribué plus de 11 400 tonnes de vivres pour plus de 592 000 personnes vulnérables au cours de l'année 2012.

Accès

L'accès physique reste toujours difficile suite à la dégradation avancée des routes ou leur absence. Le transport aérien demeure le seul moyen pour acheminer l'assistance aux populations vulnérables vers le Territoire de Shabunda. La suspension de tous les vols, y compris humanitaires, vers Tchonka depuis novembre a d'ailleurs fortement impacté les capacités opérationnelles des acteurs œuvrant à Lulingu et ses environs. L'axe Numbi-Ziralo demeure également un défi logistique à relever. L'accès physique dans le sud de la province, notamment vers les Moyens et Hauts Plateaux d'Uvira et de Fizi reste toujours extrêmement difficile, notamment en saison des pluies. Les travaux sur plusieurs tronçons de l'axe Bukavu-Shabunda ont couvert plus de 150 kilomètres, selon le Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS). Quelques kilomètres doivent encore être réhabilités pour désenclaver le Territoire de Shabunda.

Les travaux sur les projets jugés importants par le Cluster Logistique financé par la 1^{ère} allocation 2012 du Fonds commun humanitaire de la RDC (Pooled Fund) sur les axes Chifunzi-Chaminunu-Bisisi (Kalehe) et Kaniola-Ihembe-Lwizi (Kabare), ont été achevés rendant accessible 66 km de route. Malgré les défis évoqués plus haut, plus de 200 km de route ont été réhabilités par les acteurs humanitaires sur l'ensemble de la province.

L'accès sécuritaire est demeuré également difficile en 2012. Un total de 79 incidents sécuritaires contre les humanitaires a été enregistré. La plupart des incidents ont eu lieu dans les territoires de Fizi et Uvira avec respectivement 19 et 15 incidents. Quatre agents humanitaires ont été tués dans des feux croisés entre les FARDC et des Mayi-Mayi en avril à Kikonde, au sud de Baraka dans le Territoire de Fizi. L'insécurité persistante et les attaques sur les travailleurs humanitaires ont eu pour conséquence en 2012 de multiples suspensions d'activités, privant des milliers de bénéficiaires de l'aide humanitaire nécessaire. Ainsi, les attaques sur des bases des humanitaires à Marungu, ont contraint l'ONG Médecins sans frontières (MSF) à se retirer des Hauts Plateaux d'Uvira et arrêter son programme régulier dans cette zone. En mai,



Travaux de réhabilitation de la route détruite par un éboulement sur l'axe Bunyakiri-Hombo. Crédit: Cluster Log.

l'insécurité résultant des attaques d'un groupe armé faisant au moins 60 morts dans le Territoire de Kalehe avait obligé les organisations humanitaires travaillant sur l'axe Bunyakiri-Hombo à évacuer plusieurs fois leur personnel. En octobre, une tendance inquiétante d'enlèvements et de menaces de morts contre les humanitaires par un groupe armé sur ce même axe a été enregistrée.

Plus de 842 000 personnes sont en situation de déplacement au Sud-Kivu au 31 décembre 2012.

Mouvements de population

465 700 personnes ont été déplacées entre janvier et décembre 2012. Comme les années passées, les mouvements de population sont en grande partie dus à l'activisme des groupes armés et les opérations militaires. Au total, le nombre de personnes déplacées au Sud-Kivu s'élève à 842 500. Plus de 95% des personnes déplacées sont hébergées par des familles d'accueil, ce qui accroît la vulnérabilité de ces familles hôtes.

Nombre de personnes déplacées et pourcentage par territoire		
Territoires	Jan. à Déc. 2012	%
Kalehe	255 755	55%
Shabunda	65 005	14%
Kabare	34 520	7%
Fizi	32 557	7%
Mwenga	25 612	6%
Walungu	25 553	5%
Uvira	22 985	5%
Bukavu	2 755	1%

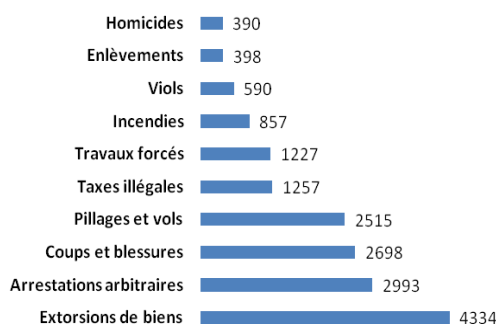
Plus de 37 700 personnes ont été enregistrées comme retournées dans leur milieu d'origine en 2012. Le total cumulé des retournés lors des 18 derniers mois s'élève à 332 588 personnes dans la province.

Au cours des 12 derniers mois, le Territoire de Kalehe a été le plus affecté par les déplacements avec 55% des 464 700 personnes déplacées entre janvier et décembre 2012 (255 755 personnes).

L'armée congolaise et la police nationale sont les auteurs présumés de plus de la moitié des violations des droits de l'homme, selon les statistiques du HCR.

Protection

L'analyse des données montre que les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et la Police Nationale Congolaise (PNC) sont les auteurs présumés de plus de la moitié des incidents de protection (9 138 cas) contre les civils. Cela représente d'avantage que tous les groupes armés réunis, y compris les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), qui sont présumés responsables de 1 409 cas. L'évolution de la situation de protection des civils inquiète la communauté humanitaire au Sud-Kivu. Les moniteurs de



protection du Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ont enregistré plus de 17 200 violations des droits de l'homme dans la province. L'extorsion des biens est la violation la plus fréquente avec plus de 4 334 incidents rapportés, suivie par les arrestations arbitraires avec 2 993 incidents rapportés. De plus, 857 cas d'incendies, 590 viols, 398 enlèvements et 390 homicides figurent dans les statistiques liées aux violations des droits de l'homme selon le HCR.

Collaboration avec le gouvernement

De bons contacts ont été maintenus tout au long de l'année entre la communauté humanitaire et les autorités de la province. Les humanitaires ont rencontré les Administrateurs de Territoire (AT) lors de leurs fréquentes missions. Dans les territoires d'Uvira et Shabunda, le Cadre de concertation mensuel s'est régulièrement tenu, permettant un échange constructif entre les humanitaires et les autorités. La tenue du cadre de concertation au niveau de Bukavu sera une priorité pour 2013.



Victimes des attaques sur Luyuyu en janvier dans l'HGR à Bukavu. Crédit : OCHA

Réponses humanitaires majeures

Le PAM a distribué plus de 11 400 tonnes de vivres pour plus de 592 000 bénéficiaires.

Faim et malnutrition

Au cours de l'année 2012, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a distribué plus de 11 400 tonnes de vivres à plus de 592 000 bénéficiaires, notamment 352 000 personnes déplacées, 29 000 membres de familles d'accueil et 165 000 élèves via le programme de cantines scolaires. Les difficultés d'accès logistique ont été un grand défi pour apporter une assistance alimentaire notamment aux vulnérables des territoires de Shabunda et Idjwi.

Suite à la diminution des financements du projet « *Protracted Relief and Recovery Operation* » (PRRO) en 2012, le PAM a dû diminuer la quantité de vivres distribués par bénéficiaire de 50% pour les distributions générales de vivres et de 40% pour l'alimentation scolaire. Suite à la situation sécuritaire précaire dans les Kivus provoquant de nouveaux déplacements au Sud-Kivu, le PAM a mis en œuvre une opération d'urgence pour répondre aux besoins des nouveaux déplacés dans la province du Sud-Kivu, qui s'étendra jusqu'au 30 juin 2013.

Avec le financement du Service d'aide humanitaire et de protection civile de la commission européenne (ECHO) la Fondation AVSI a clôturé en juin un projet pilote de programme de réponse alimentaire d'urgence en faveur de 3 500 ménages qui permet d'amener 3 cycles d'assistance en vivres aux ménages déplacés, retournés, selon les urgences au Sud-Kivu. Au lieu de distributions directes, l'assistance se fait par transfert monétaire, sous forme de foire, de bonne espèce ou de marché ouvert. La deuxième phase de ce projet s'étend jusqu'au 1^{er} juin 2013 et sera en faveur de 7 400 ménages (trois cycles alimentaires).

A fin novembre, les acteurs humanitaires du secteur nutrition avaient admis plus de 4 400 enfants mal nourris dans les Unités nutritionnelles thérapeutiques intensives (UNTI) et quelque 23 000 mal nourris dans les Unités nutritionnelles thérapeutiques ambulatoires (UNTA). 158 tonnes de Plumpy Nuts et 32 tonnes de lait thérapeutique ont été distribuées par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) à travers des organisations non-gouvernementales et le Programme national de nutrition (PRONANUT).

Ecoles occupées

L'occupation des écoles par les hommes armés a été une problématique récurrente au Sud-Kivu. Dans toute la province, 82 écoles primaires et neuf écoles secondaires ont été rapportées occupées en 2012. C'est notamment le cas de 19 écoles primaires et secondaires à Minova lors de la crise de Goma, dont 11 ont été occupées par les FARDC et 8 par les déplacés. Grâce au plaidoyer des acteurs humanitaires auprès des responsables militaires, politiques et communautaires, la quasi-totalité de ces écoles a été libérée. Au cours de l'année 2012, les humanitaires ont appuyé plus de 17 500 élèves, dont plus de 8 000 filles, avec des kits scolaires et 470 enseignants avec des kits pédagogiques dans l'ensemble des territoires de la province.

Le rythme scolaire se trouve également affecté lors des affrontements entre l'armée et les groupes armés, certaines écoles étant occupées totalement ou partiellement par les militaires ou les personnes déplacées.



Personnes déplacées devant une école à Minova en décembre 2012. Crédit : OCHA

Le choléra reste endémique dans la province qui a notifié deux épidémies et plusieurs flambées.

Epidémies

La province a enregistré plus de 5 000 cas de choléra avec 15 décès au cours de l'année passée. Une bonne prise en charge médicale dans les structures sanitaires appuyées par les acteurs œuvrant dans le domaine de la santé (Cluster santé) et une riposte des acteurs du volet eau, hygiène et assainissement (Cluster WASH) ont permis de maîtriser cette situation dans la province où la maladie d'origine hydrique est endémique. En octobre, les spécialistes sanitaires ont répondu à une épidémie de rougeole dans la ZS de Bunyakiri (Territoire de Kalehe).



Enfant dans un CTC à Kabare centre (Territoire de Kabare) en février 2012. Crédit : OCHA

La communauté humanitaire a appuyé la mise en place de la cellule provinciale de Protection civile, un nouvel acteur étatique opérationnel dans les situations d'urgence, notamment les catastrophes naturelles.

Catastrophes naturelles

Des pluies diluviennes ont causé d'importants dégâts dans la province, notamment à Sange (Territoire d'Uvira) en avril avec quelques 3 000 maisons détruites, en octobre dans les environs de Kitchanga (Territoire de Kalehe) avec une centaine de maisons détruites, en novembre à Rambira (Territoire de Kalehe) avec 189 maisons fortement endommagées, dont 39 maisons détruites et fin décembre à Kamanyola (Territoire de Walungu) avec 360 maisons fortement endommagées. Ces catastrophes naturelles ont nécessité une réponse humanitaire multisectorielle des clusters biens essentiels de ménage et abris d'urgence (NFI/Abris) et EHA/WASH. La création, en novembre, de la cellule de Protection civile devrait permettre le renforcement de la prévention et de la réponse aux catastrophes naturelles au Sud-Kivu grâce à une collaboration effective entre le Gouvernement et la communauté humanitaire.

L'impact humain de la crise de Goma

Près de 60 000 personnes se sont déplacées du Nord-Kivu vers Minova suite à l'avancée du M23 vers leurs villages.

La prise de Goma et d'autres localités au Nord-Kivu par le M23 en novembre a eu de fortes retombées sur le Sud-Kivu, notamment à Minova (Territoire de Kalehe) où s'est développée une urgence humanitaire particulière. La population de cette cité a plus que doublé suite à l'afflux de quelque 60 000 personnes déplacées en provenance du Nord-Kivu, surchargeant les infrastructures de santé et d'approvisionnement en eau. Une hausse des prix des denrées alimentaires a été constatée alors que le taux de consommation de nourriture chez les personnes déplacées était déjà alarmant avec zéro à un repas par jour. Dans le volet des NFI et abris d'urgence, une vulnérabilité aigüe a été constatée sur les sites des personnes déplacées et dans la communauté d'accueil. Des interventions humanitaires de grande ampleur dans tous les secteurs ont été mises en œuvre début décembre et continueront en 2013.

La forte militarisation de la zone de Minova suite à la prise de Goma par le M23 en novembre a présenté des défis majeurs de protection pour la population civile. Selon les Nations Unies, 126 cas de viol ont été constatés. La quasi-totalité auraient été commis par les FARDC entre le 19 et le 27 novembre. Toutes les victimes de violences sexuelles ont reçu des soins de santé dans les structures sanitaires de la zone. Dans la localité voisine de Bweremana au Nord-Kivu des exactions contre les civils et des pillages ont également été rapportés.